

Questions orales

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député ne s'y retrouve plus. Dans sa première question, il a parlé d'un article paru il y a environ 25 ans ou 20 ans; cela ne peut donc pas être une affaire très urgente. Dans la deuxième partie de sa question, entre deux citations, il a dit que le député d'Ottawa-Vanier avait «protesté contre un dictateur». Je lui demande où il a puisé cette citation. Je suppose que le député a inventé ces citations; il le fait souvent lorsqu'il pose des questions.

Des voix: Oh, oh!

M. Nowlan: Je soulèverai la question de privilège à 3 heures, madame le Président. Je lirai tout le discours; je vous avertis dès maintenant.

Mme le Président: A l'ordre! Je me demande vraiment quelle mouche a piqué le député. Il a eu une réponse. Le député de Selkirk-Interlake a la parole.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

ON DEMANDE DE REFUSER LA PERMISSION DE METTRE LES
MISSILES CRUISE À L'ESSAI

M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake): Madame le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre qui a déclaré devant la Chambre à trois ou quatre reprises au cours des dernières semaines, et notamment cet après-midi, qu'il attache beaucoup d'importance à la question des missiles Cruise. Pourtant, depuis neuf mois, il cherche à justifier la décision de son gouvernement de permettre l'essai au Canada des missiles américains pour collaborer aux efforts déployés en vue d'arriver à des accords sur la limitation de l'armement. Mais dès 1974, les stratèges américains, et notamment l'amiral Holloway, alors chef des opérations navales des États-Unis, ont défendu la cause du missile Cruise en soulignant qu'on pouvait le déployer en cachette et ainsi rendre impossible toute vérification efficace de la limitation de l'armement. Dans ces conditions, le premier ministre peut-il s'engager dès maintenant à ne plus encourager la course aux armements en interdisant l'essai des missiles Cruise en territoire canadien?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je tiens à ce que le député sache que je comprends fort bien l'inquiétude que suscite chez lui et chez bien des Canadiens l'essai des missiles Cruise au Canada, si essai il y a effectivement, chose dont nous n'avons pas encore décidé. Il s'agit d'une question que nous négocions avec les États-Unis dans le cadre d'un accord général. Je comprends très bien ses préoccupations. Je dois néanmoins préciser, comme je l'ai d'ailleurs fait à l'intention de l'un de ses collègues néo-démocrates l'autre jour, que nous procéderions à ces essais en tant que membres d'une alliance. Si nous nous refusons à jouer un certain rôle dans cette alliance, c'est que nous sommes des hypocrites, car nous supposons que quelqu'un d'autre devrait assumer cette responsabilité à notre place. Nous devrions donc

nous en retirer. Je n'ai pas entendu son parti proposer unanimement que nous nous en retirions.

• (1440)

Quant au missile en soi, l'une des raisons pour laquelle nous avons pris la décision dont nous discutons en ce moment est que le missile Cruise, de par sa nature même, ne saurait être une arme de première frappe. Le bombardement survient deux ou trois heures après le lancement du missile, selon l'endroit d'où il est lancé. Ce ne pourrait être une arme de première frappe, mais seulement de riposte, une arme dont on ne se sert que lorsque quelqu'un d'autre a déclenché une guerre nucléaire ou un conflit qui nous semble risquer d'anéantir les pays membres de l'alliance. C'est là un point essentiel. Si les députés protestaient contre le Pershing ou un autre missile du genre, je comprendrais un peu mieux, car je suppose que ce pourrait être une arme de première frappe. Mais comme il s'agit d'un missile qui met trois heures à atteindre sa cible, madame le Président, je ne vois vraiment pas comment les députés d'en face ou n'importe quelle personne de bonne foi pourraient soupçonner notre camp de vouloir se servir de cette arme pour déclencher un conflit.

Des voix: Bravo!

M. Sargeant: Madame le Président, à mon avis, le premier ministre s'est converti au militarisme.

Des voix: Oh, oh!

M. Nielsen: Ce serait bien étonnant.

LA RÉUNION DU PREMIER MINISTRE AVEC LES DIRIGEANTS DES
ÉGLISES

M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake): Madame le Président, puisque le premier ministre fait tellement peu de cas des conséquences néfastes qu'aura le déploiement des missiles Cruise sur les activités futures en faveur de la limitation des armes nucléaires, puisqu'il a manifestement arrêté ses idées en la matière, voudrait-il nous dire pourquoi il a fait perdre leur temps hier aux dirigeants des principales Églises canadiennes qui avaient demandé à le rencontrer en vue précisément d'amener le gouvernement à modifier sa position à propos de la mise à l'essai des missiles Cruise et de sa participation à la mise au point des fusées MX.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, ces personnes ont demandé à me rencontrer. Je ne pense pas qu'elles aient l'impression d'avoir perdu leur temps. Nous avons eu un entretien rationnel et intelligent. Il est regrettable que le député ne puisse pas poursuivre dans cette voie. Il me qualifie de militariste, madame le Président. Évidemment, nous faisons partie d'une alliance; nous ne sommes pas des non-alignés puisque nous sommes membres de l'OTAN. S'il faut se dire militariste quand on n'est pas absolument neutre, tant pis. Mais que les députés de son parti aient donc le courage de proclamer dès maintenant qu'ils ne sont pas militaristes, c'est-à-dire qu'ils veulent que nous nous retirions de l'OTAN.

Des voix: Bravo!